

Convention collective départementale

IDCC : 1576 | **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES
(Cher)**

(15 janvier 1990)

(Bulletin officiel n° 1990-7 bis)

(Étendue par arrêté du 18 octobre 1990,

Journal officiel du 14 novembre 1990)

Avenant du 24 mars 2021

relatif à la garantie annuelle territoriale de rémunération effective
au 1^{er} janvier 2021
(Cher)

NOR : ASET2150425M

IDCC : 1576

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UIMM Val de Loire,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

FO ;

SM CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

À la suite d'une réunion paritaire tenue le 11 mars 2021, conformément à l'article 31.1 de l'avenant mensuels de la convention collective de la métallurgie du Cher, l'organisation patronale et les organisations syndicales sont convenues d'une garantie annuelle territoriale de rémunération effective applicable à compter du 1^{er} janvier 2021.

Article 2

La garantie annuelle territoriale de rémunération effective est applicable selon les modalités de l'article 31.2 de l'avenant mensuels de la convention collective de la métallurgie du Cher et adaptable à l'horaire de travail effectif.

Article 3

La garantie annuelle territoriale de rémunération effective comprend les compensations pécuniaires pour l'ensemble des réductions de la durée du travail légale ou conventionnelle.

Article 4

En janvier 2022, l'employeur vérifiera que le montant total des salaires bruts correspondant à toute l'année 2021 et déterminé selon l'article 31.2 de l'avenant mensuels de la convention collective de la métallurgie du Cher, a bien été au moins égal au montant de la garantie annuelle territoriale de rémunération effective applicable à compter du 1^{er} janvier 2021 par le présent accord. Le versement se fera dans toute la mesure du possible en janvier 2022 et au plus tard en février 2022.

Article 5

Conformément aux dispositions de l'article L. 2241-2-1 du code du travail, les parties signataires s'engagent à se réunir pour négocier si le salaire minimum conventionnel fixé au niveau territorial est inférieur au Smic.

Article 6

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 7

Les parties signataires demandent que soient rendues obligatoires, pour tous les employeurs compris dans le champ d'application de la convention collective de la métallurgie du Cher, les dispositions du présent accord.

Article 8

Le présent avenant sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail en deux exemplaires et du greffe du conseil de prud'hommes de Bourges en un exemplaire dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Blois, le 24 mars 2021.

(Suivent les signatures.)

Annexe

Grille de rémunération effective (GRE) annuelle applicable à compter du 1^{er} janvier 2021

Base 151,67 heures.

(En euros.)

Coefficient	Administratif et technicien	Ouvrier	Maitrise d'atelier
140	18 660	18 660	
145	18 932	18 932	
155	19 073	19 073	
170	19 274	19 294	
180	19 435		
190	19 707	19 707	
215	20 019	20 019	20 210
225	20 281		
240	20 966	21 751	22 224
255	22 224	23 070	23 604
270	23 342	24 460	
285	24 782	25 789	26 242
305	26 504		28 085
335	29 143		30 854
365	31 650		33 614
395	34 288		36 252